
II. ÉCONOMIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

Généralités

L'économie de tous les États du Golfe repose plus ou moins sur le pétrole et le gaz. Au Koweït, au Qatar et dans les Émirats, ces richesses constituent la source quasi exclusive des recettes et des devises étrangères officielles du gouvernement. Il n'est pas étonnant que le revenu par habitant de chacun de ces trois États soit parmi les plus élevés du monde. Bahreïn, dont les réserves moins importantes sont en train de s'épuiser, se tourne vers d'autres secteurs économiques. Les ressources naturelles d'Oman semblent offrir plusieurs autres options à cet État.

Bien que fondamentalement solide, l'économie de tous les États du Golfe a été affectée par une baisse des revenus pétroliers à la suite de la décision de l'OPEP, en 1981, de réduire les prix du pétrole. Tous les États, à l'exception d'Oman, ont réduit leurs dépenses de développement. Le Qatar et les Émirats arabes unis ont été les plus touchés, suivis par Bahreïn. Le Koweït est, en quelque sorte, protégé par les gains considérables qu'il a réalisés sur les investissements à l'étranger. Oman a continué de produire du pétrole et du cuivre, ainsi que d'accroître ses dépenses de développement, avec l'aide, récemment, de prêts internationaux.

Développement et rôle du Conseil de coopération du Golfe (CCG)

Les États du Golfe ont chacun adopté des voies légèrement différentes vers le développement. Tous se rendent compte que la dépendance à l'égard du pétrole brut les place dans une situation vulnérable. Le problème est d'assurer une économie solide fondée sur la production de produits du pétrole de plus grande valeur ou sur les industries non pétrolières connexes.